

Les élections municipales
approchent.

Les politiciens s'agitent.

Quand on remplit l'auge, les
cochons accourent.

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2°)

ABONNEMENT

FRANCE ÉTRANGER
Un an... 50 fr. Un an...
Six mois... 40 fr. Six mois...
Trois mois... 20 fr. Trois mois...
Chèque postal : Delecourt 691-12

Les anarchistes veulent instaurer
milieu social qui assure à chaque in-
dividu le maximum de bien-être et de
liberté adéquat à chaque époque.

L'heure qui vient

A une question d'un journaliste
américain, Caillaux répondait, il y a
trois jours :

— Je vous assure que ce n'est pas le
moment.

Caillaux, qui depuis Lille, a renoncé
à être l'homme providentiel, trop vite
acclamé, pour ne plus prétendre qu'à
Louis, préfère rejeter à demain les ré-
ponses aux questions embarrassantes.

Et qu'il s'agisse d'impôts sur le capi-
tal ou de dettes interalliées, il s'en tire
par des pirouettes. C'est un excellent
danseur de corde, cet homme qu'on sa-
rait grand financier. L'impôt sur le capi-
tal, sans s'en déclarer partisan, il en
laisse entrevoir la possibilité. L'annu-
lation totale ou partielle des dettes : nous
verrons dit-il, mais ce n'est pas le mo-
ment.

De quoi alors est-ce le moment ?

Pardieu ! du retour au pouvoir de
Caillaux. Le reste... *Così e... se et pare.*
L'essentiel est que vous rouvriez sans
harder les avenues du pouvoir à l'aspi-
rant-dictateur. Pour le reste, on verra.
N'en parlons pas.

Si, pourtant, nous en parlions ?

...

Car pour nous, qui n'attendons pas
de l'arrivée d'un homme au gouverne-
ment la panacée, l'heure apparaît où les
tergiversations avocassières ne ser-
vent plus à rien.

La France est à la veille de la faillite.

Cela il faut en parler.

Renouvelant les plus belles manières
du second empire, le gouvernement ra-
dical-socialiste a failli sévir contre M.
Colson, qui, en s'avant clairvoyant,
l'avait osé dire en pleine séance de
l'Académie des Sciences morales et po-
litiques. M. Colson a cru devoir se dé-
cliner, et tout le monde n'a pu que le regre-
ter, avec ses collègues de l'Académie.

Que M. Herriot le veuille ou non, c'est
une constatation de fait pure et simple :
la France est à la veille de la faillite.

Et il faut en parler, il faut le dire
pour que nul ne soit surpris par la dé-
bâcle.

C'est de faux remèdes tout juste
bons à consolider les jambes faiblissantes
des présidents du conseil que les commu-
niqués d'optimisme où l'on célèbre la
reprise du franc parce que la livre a
perdu quelques centimes, soufflant une
journée avant de reprendre sa vertigi-
neuse course ascensionnelle.

Et le jacobinisme financier d'Henry
Dumay ne suffira pas plus à relever le
crédit français.

Parallèlement à la faillite politique
du cartel, survenue en moins d'un an,
la faillite financière du pays commen-
cée avec Poincaré-la-Guerre s'achève
avec Herriot-le-Péteur.

Chambre et Sénat

La Commission sénatoriale des finances
a commencé l'examen du budget. Le rap-
porteur général, le fameux Henry Bére-
nger, pour ses débuts dans cette question,
a déjà fait une critique très âpre du projet
voté par la Chambre.

Et l'offensive sénatoriale se dessine. Déjà,
certaines dispositions du budget, grosses con-
tributions, ont été écartées au Palais-Bourbon, on va
encore s'abriter là-dedans, et la victoire des
financiers et mercantils sera comblée.

Sans être prophète, nous pouvons annon-
cer à l'avance que le formidable budget de
1925 pèsera encore plus directement sur
les épaules du vulgaire public, qu'avec la
loi des finances telle que la Chambre l'avait
faite.

Le conflit entre les deux Assemblées
prétera principalement sur trois points.
Premier : les mesures bien illusoire prises
pour éviter la fraude, les gros contribu-
bles seront encore réduits. Second : les
dégrèvements des petits contribuables, ad-
mis par la Chambre seront combattus.
Troisième : le Sénat proposera des économies
naturellement sur les budgets relativement
faibles : assistance, réformes sociales, etc...

Quand nous disons conflit entre Chambre
et Sénat, c'est uniquement façon de parler.
Au fond, toute cette comédie est machinée
à l'avance.

Les députés, plus près des électeurs, ont
tendance à se montrer plus larges, à faire
un peu de démagogie. Mais il est bien en-
tendu que le Sénat, qui repose sur la bour-
geoisie rurale, mettra au panier tout ce qui
peut sembler un début de progrès social.

La dispute amuse la galerie électorale.
Pour finir, le programme de MM. les dé-
putés dits de gauche reste à l'état de pro-
messe. Mais devant leurs électeurs et des
comités électoraux, ils ont ainsi moyen de se
décharger sur les autres.

Nous avons assisté à cette comédie pour
l'annalistie. Il va y avoir une deuxième ré-
présentation pour le budget. Puis un troi-
sième pour la loi sur les loyers. Et une
quatrième pour les assurances sociales. Et
ainsi de suite. Le temps presse et l'eau
coule sous les ponts. On attrapera ainsi
les prochaines élections et on aura matière
à broyer dans les campagnes électorales.

Pendant tout ce temps, la machine auto-
matique à répression et domination qu'on
appelle l'Etat continue sa besogne sans rien
changer à ses pratiques.

La politique nous intéresse peu et cha-
que fois que nous jetons les yeux sur le
Guignol parlementaire, c'est pour en décou-
vrir toute la pourriture.

Remons cette corruption, démasquons
cette comédie. Le régime parlementaire est
arrivé à un tel degré de ridicule et de saleté,
que quiconque veut voir l'humanité ne mar-
chera vers son avenir, que lorsqu'elle aura
débarassé la route de l'ordure politicien-
ne.

Il faut devant ce fait qui menace, con-
sidérer quelles peuvent être les réper-
cussions de la catastrophe, nationale-
ment et internationalement et les craintes
et les espoirs qu'en peut tirer la
classe ouvrière.

Premier résultat de la faillite : misère
et agiotage, souffrance et plaisirs.

Misère chez l'ouvrier et surtout chez
les employés dont les augmentations
périodiques de salaires seront toujours
en retard sur l'élévation du coût de la
vie. Misère chez les petits rentiers et les
pensionnés ; vieillards qui, après une
vie de labeur, avaient cependant mérité
de finir à l'abri du besoin.

Agiotage sur les marchandises ;
stockage ; accaparement ; renchérisse-
ment effréné de la vie.

Agiotage sur les valeurs ; fortunes
faites et défaites en quelques jours, en
quelques heures. Immoralité ; luxe ;
débauche.

A ce moment, deux solutions : la dic-
tature financière et industrielle ou,
enfin, poussée furieuse du peuple irrité
et lassé : Révolution !

Plus ou moins tard, stabilisation. Re-
valorisation du franc, dont profiteront
seuls les gros rentiers et les agioteurs,
parce que même à leur valeur la plus
infime, ouvriers, petits rentiers ou pen-
sionnés auront dû se défaire de leurs
coupons pour subvenir à leurs besoins
immédiats.

A l'extérieur, pression des puissances
ex-alliées sur la politique financière du
pays. Mainmise du capitalisme anglo-
américain sur le patronat et le prolé-
tariat français. Protectorat financier
augurant d'un protectorat politique des
anglo-américains sur la France, ana-
logue à la domination de l'Angleterre
sur le Portugal, au XIX^e siècle.

Voilà le tableau de l'heure qui vient.

Mais ce n'est pas le moment d'en
parler !

Si gouverner c'est prévoir, être gou-
vernés c'est n'avoir pas prévu.

Bernés, dupés par les failliteuses
promesses du Bloc des Gauches, la
classe ouvrière française va-t-elle re-
saisir ?

Le remède n'est pas dans la dictature
financière de Caillaux et des groupes
bancaires dissimulés derrière lui.

Le remède est dans la classe ouvrière
elle-même. Dans son regroupement ra-
pide hors des formules creuses et des
querelles stériles.

Il n'y a plus pour elle qu'un dilemme :
Mener ou être menée.

Quelle choisisse !

PACROSS.

Les travailleurs municipaux partis de la Bourse du Travail manifestent devant l'hôtel de ville

Les travailleurs municipaux s'étaient
réunis, hier après-midi, à la Bourse du tra-
vail, afin de réclamer énergiquement les
1,800 francs d'indemnité de cherté de vie,
et de s'entendre sur les moyens propres
à les obtenir.

A la fin de la réunion, qui ne comprenait
pas moins de 3.000 assistants, une résolu-
tion d'offensive brusquée fut prise. On dé-
cida, à l'unanimité, de descendre jusqu'à
l'hôtel de ville, pour faire entendre la voix
des ouvriers à ces manitous du Conseil mu-
nicipal qui, eux, ne sont pas gênés par la
vie chère, car ils savent l'art de s'en-
graisser dans le fromage urbain qui les attire.

Aussitôt dit, aussitôt fait ! La foule des
travailleurs municipaux défila hors des
portes de la rue du Château-d'Eau, et, en
masse traverse la place de la République,
où les quelques policiers surveillant l'issue
de la conférence, sont littéralement noyés
dans un flot humain. Ils ne tentent d'ail-
leurs pas de s'opposer à cette marche en
avant, et suivent par derrière comme des
petits moutons bien sages.

Mais des policiers avaient dû téléphoner
d'urgence, car, à l'angle de la rue Réau-
mour, un barrage sérieux attendait les
manifestants, il est emporté comme un
fût de paille.

En bon ordre, aux cris de : « Nos 1800 ! »
la manifestation se déroule, compacte, et
arrive, par la rue du Temple, jusqu'à la
Place de l'Hôtel de Ville.

Durant un bon quart d'heure, sans qu'on
aperçoive encore un agent à l'horizon, les
cris s'élevaient, et peuvent être entendus par
les bonzes qui se trouvent dans les hautes
salles éclairées.

Mais voici les brigades centrales qui ar-
rivent au pas de course. Cependant aucune
collision ne se produit, car la dislocation
des manifestants avait déjà eu lieu, voulue
par eux-mêmes.

A 8 heures, il ne restait plus sur la place
que les diles en uniforme et ceux qui
avaient l'air de contempler « le bal de
l'Hôtel de Ville » de l'ancienne chanson.

On le voit par cet exemple, une man-
ifestation imprévue, bien conduite, arrive
au but avant que les policiers soient aler-
tés. On ne leur donne pas l'occasion
d'exercer leur brutalité naturelle.

Les jeunes télégraphistes manifestent

Nous avons, ici, suivi au jour le jour l'ac-
tion des jeunes télégraphistes. On sait qu'ils ont
été exclus du bénéfice de l'indemnité de
500 francs parce qu'ils gagnent moins de
3.500 francs par an. Dans cette singulière
décision de l'administration, ce sont les
plus mal payés qui n'ont pas eu d'augmenta-
tion.

Les jeunes avaient, il y a quelques se-
maines, fait toute une campagne d'agit-
ation, d'action et de manifestation.

L'administration des P.T.T., tête, n'a
rien voulu savoir. Aussi les jeunes ont-ils
recommencé à revendiquer. Mercredi, ils
avaient manifesté. Hier, à 11 h. 30, ils ont
tous quitté le travail et se sont réunis dans
la cour de l'immeuble de Grenelle, où ils
ont tenu un meeting.

La direction fit immédiatement appel aux
flics qui refoulèrent le meeting avec les
belles manières que l'on connaît.

Le meeting se tint alors au fond de la
cour et des orateurs unitaires et confédé-
rés y prirent part.

La direction leur a voté la grève et pris
leurs dispositions pour qu'elle s'étende
dans toute la France.

La direction des P.T.T. s'est laissée in-
terviewer et déclare qu'elle ne cédera pas.
C'est un mouvement de mauvaise hu-
meur. Naturellement, s'ils avaient le tra-
itement des gros fonctionnaires, les jeunes
ne manifesteraient pas.

Une seule chose regrettable, c'est que le
reste du personnel des P.T.T. ne prouve
pas activement sa solidarité envers les je-
unes camarades. Nous allons bien voir s'ils
vont consentir à travailler avec les jeunes
que la direction recruta.

S'ils font cela, ils montreront à leurs
chefs de quoi ils sont capables, et ils n'au-
ront pas à se plaindre si à l'avenir, ils se
voient traiter comme on traite aujourd'hui
les jeunes.

L'AGITATION A LILLE

Lille, 5 mars. — Un groupe de jeunes
télégraphistes a manifesté ce soir dans les
rues de Lille, réclamant l'attribution de
l'allocation de 500 francs accordée aux fonc-
tionnaires. Après avoir parcouru les prin-
cipales artères de la ville, ils se dispersè-
rent sans incident.

Enfant tué par une automobile

Versailles, 5 mars. — A Bougival, le jeune
Adolphe Giboy, âgé de 9 ans, dont les pa-
rents habitent Bougival, a été renversé par
l'automobile que conduisait le chauffeur
Georges Orange, mécanicien à Suresnes.
L'enfant, atteint d'une fracture du crâne,
est mort presque aussitôt.

La disposition du l'accident a été mise à la
disposition du Parquet de Versailles.

Ambien d'innocentes victimes pour-
rait-on éviter la mort, si au lieu de jeter
des milliards pour l'armée, on consacrait
une partie à transformer les routes.

Dix ans de travaux publics pour un coup de couteau

Brest, 5 mars. — Le 1er janvier dernier,
une querelle éclatait à bord du torpilleur
« Pierre Durand » entre le matelot Alphonse
Bourhis et le quartier-maître Orven. Celui-
ci lui ayant fait une observation, le ma-
telot Bourhis s'arma de son couteau et
blessa le quartier-maître à la poitrine.

Bourhis a comparu devant le Conseil de
guerre qui l'a condamné à dix ans de tra-
vaux publics.

Sans doute le grade avait-il poussé à bout
le malheureux qui va expier de dix de ses
plus belles années (s'il en revient !) un
coup de colère peut-être trop légitime.

Abd-el-Krim est-il mort ?

Il y a quelque temps la presse annonçait
la mort de Sun Yat Sen, le leader bolche-
viste chinois, pour démentir ensuite cette
information. Aujourd'hui, c'est autour
d'Abd-el-Krim que plane le mystère.

Le cher du Rif est-il mort ? est-il vivant ?
Le Directeur espagnol a communiqué hier
à la presse la note suivante, qui vu son
origine doit être acceptée avec réserves.

« Des bruits de plus en plus persistants,
circulant au sujet de la mort d'Abd-el-
Krim. Ces bruits ont commencé à circuler
il y a quelques jours, et les partisans ex-
cités du chef rifain s'en feraient l'écho.
Des renseignements émanant de confidentiels
ajoutent que le frère d'Abd-el-Krim ferait
des préparatifs pour se proclamer chef
du Rif. »

N'est-ce pas là une manœuvre de Primo
de Rivera ? C'est bien possible ! En tous
cas, cette malice ne peut en rien avantager
la situation désastreuse des troupes espa-
gnoles au Maroc, que le dictateur sera bien
obligé de quitter tôt ou tard.

Marianne à la messe

Y va qui veut. Mais que le chef de l'Etat
dont le gouvernement a fait de la guerre
aux curés une des bases de son action, et
a détourné l'opinion publique en risquant
par sa maladresse de raviver les vieilles
querelles religieuses se fassent représenter
à l'église, voilà qui dépasse les bornes de
l'inconscience ou de la tartufferie.

Donc, hier matin, on célébrait à Saint-
Sulpice, en présence du représentant du
gouvernement un service à la mémoire des
soldats, marins et infirmiers « morts pour
la France ».

Les pauvres bougres auraient sans doute
préféré que les représentants du Christ, en
s'élevant dans tous les pays contre la guer-
re, aient empêché la catastrophe où ils
sont morts.

Et qu'au lieu de prier pour le salut de
leur âme ont été veillé au salut de leur
corps.

LES BEAUTES DE LA « JUSTICE »

Le Jury des Basses-Alpes condamne un fou

L'ouvrier agricole Nicolas Genis, 25 ans,
avait tué son père Joseph, cultivateur au
hameau de la Collé, près de Castellane, à
coups de revolver.

Il passait, avant-hier, aux assises. Or les
magistrats chargés d'examiner l'état mental
de l'accusé avaient conclu à son irrespon-
sabilité, et avaient demandé son internement.

Cependant, le jury, aussi fou sinon plus
fou que l'accusé, l'a condamné malgré cela
à cinq ans de travaux forcés.

Après tout, peut-être eût-il raison, et ne
fait-il qu'être plus logique que les autres
jurys.

Car tout criminel est un malade, et dès
lors qu'on ne les acquitte pas tous, il fau-
drait, pour être logique, les condamner
tous !

Les automobilistes devront faire attention aux piétons

Désormais les automobilistes devront
prendre garde de ne pas éblouir les
piétons.

Le tribunal de simple police d'Amiens
vient de créer un précédent qui fera pro-
bablement jurisprudence dans les autres
tribunaux.

Dans cette ville, une auto qui passait
sur la chaussée avait projeté l'eau boueuse
du réservoir sur un certain nombre de pas-
sants qui attaquèrent en justice le chauf-
feur.

Celui-ci, en vertu de l'article 471 para-
graphe 12 du Code pénal qui réprime la
projection imprudente d'immondices, a été
condamné à 1 franc d'amende.

Mais avec les frais ça n'est pas pour
rien !

La neige interromt les communications

Montpellier, 5 mars. — La neige est tom-
bée abondamment dans la région de Saint-
Pons. En quelques endroits, la couche at-
teint une épaisseur de soixante centimètres.
Certains courriers automobiles ou hip-
pomobiles ont dû interrompre leur service.
Des paysans se trouvent bloqués dans leurs
fermes.

Avenue Parmentier des ateliers de chaudronnerie flambent

20 OUVRIERS VONT CHOMER

Vers 5 heures hier matin le feu a pris,
23, avenue Parmentier, dans les ateliers
de chaudronnerie d'une fabrique de méca-
nique générale, puis s'est étendu à un autre
bâtiment de l'entreprise qui donne sur le
boulevard Voltaire. Il n'y a pas eu d'acci-
dent de personnes. Les dégâts s'élèvent à
400.000 francs. Sur les 115 ouvriers de l'é-
tablissement, 20 vont être réduits au chô-
mage durant quelques jours.

UN AUTRE INCENDIE A VILLEJUIF

Vers 1 heure l'autre nuit, les flammes ont
détruit les ateliers de carrosserie Bria et
Etienne, 21, rue Reulos, à Villejuif. Les dé-
gâts sont peu importants, mais 25 ouvriers
vont être réduits au chômage pendant plu-
sieurs semaines.

Grave incendie

Un violent incendie a détruit la nuit der-
nière l'atelier de mécanique Douane (ma-
chine à glace), 23, avenue Parmentier.

Les dégâts sont considérables. Mais les
exploiteurs sont couverts par une assuran-
ce, que les consommateurs payent.

Quant aux cinquante compagnons que ce
sinistre jette sur le pavé, il n'y a pas d'as-
surance qui apportera à manger à leurs
miches.

Exploits policiers

PUDEUR OFFICIELLE

Voici un fait qui s'est passé aujourd'hui,
et dont je garantis l'authenticité.

Un sexagénaire de ma connaissance,
modeste employé, qui, comme tous les mo-
destes employés, — c'est-à-dire la grande
majorité de cette cité — de travailleurs —
a bien de la peine à joindre les deux bouts,
ne peut se permettre de manger tous les
jours au restaurant, et doit se contenter
souvent, pour économiser son maigre sa-
laire, de déjeuner sur un banc d'un mor-
ceau de pain et de quelque charcuterie.

Aujourd'hui, tenté par le soleil, notre
homme résolut de déjeuner dans le Jardin
des Tuileries, et, muni de ses provisions,
se dirigea vers la partie calme de ce jar-
din où se trouve le ridicule monument de
Voltaire. Rousseau il allait s'installer sur
un banc, lorsque, près de la Lionne de
Cain, il aperçut un sentier très large et bien
battu, qui pénétrait dans les bosquets. Il
en conclut que l'entrée en était autorisée,
ou tout au moins tolérée, d'autant plus que
rien ne semblait l'interdire, ni une affiche,
ni un écriteau, ni même les ordres qui de-
l'ordonnent toutes les pelouses et tous les
massifs. Il entra dans les bosquets, pensant
être plus tranquille en cet endroit ; il constata
qu'ils sont sillonnés de nombreux sen-
tiers, et il aperçut des chaises de tous cô-
tés, ce qui confirma sa première supposi-
tion. Il choisit donc une chaise et s'y as-
sied pour prendre son humble repas. Mais
il avait à peine commencé la première bou-
chée qu'il est interpellé assez brusquement.
C'est un agent cycliste qui lui demande ce
qu'il fait là.

— Vous le voyez aisément, répond-il, je
déjeuner, n'ayant pas le moyen d'aller au
restaurant.

— Il est défendu d'entrer dans les bos-
quets. Etes-vous Français au moins ?

Sur la réponse affirmative, le flic condui-
sit notre camarade au brigadier qui atten-
dait dans l'allée voisine le résultat de cet
entretien. Et là il dut subir un véritable
interrogatoire. On lui demanda de nouveau,
avant toute autre question, s'il était Fran-
çais. Il l'est heureusement. Sans quoi il
aurait été expulsé du pays libre de la
donne France, par le gouvernement démoc-
ratique qui régit au nom de la Liberté,
etc. Puis il dut donner des détails sur son
domicile, sur la maison où il travaillait,
sur le genre de travail qu'il y faisait, etc.

Tout cela nous avouons n'avoir pas enten-
du dans un jardin public ! Ne croit-on pas
réver ? Est-il possible qu'au siècle vingtième,
sous un gouvernement dit démocratique,
une aussi traître tyrannie puisse être
exercée sur un peuple qu'on dit libre ?

Notre camarade excipia de sa bonne foi,
puisqu'il avait pris un sentier absolument
ouvert et très fréquenté.

— Ce n'est pas une raison. Vous êtes en
CONTRAVENTION. Les Règlements sont
affichés à la porte du jardin.

Les Règlements ! Qui est-ce qui lit cette
affiche poussiéreuse, que la plupart des
promeneurs ne voient même pas ? Ne se-
rait-il pas plus simple de fermer ce sentier
par une clôture quelconque, au lieu de lais-
ser les gens de bonne foi s'y aventurer,

pour éblouir des gens qui ne savent rien
d'un Règlement qu'ils ignorent, ce qui res-
semble à un véritable traquenard ?

Notre « délinquant » s'étonna ensuite de
l'importance qu'on attachait à son acte si
inoffensif. Etait-ce donc un si grand crime
de manger un morceau de pain sous l'om-
brage d'un if, qui justifie un tel inter-
rogatoire inquisitorial ? Il lui fut répondu
qu'il se passait des choses atroces dans
ces bosquets. Et comme exemple de
ces choses abominables, le brigadier lui
affirma que, il n'y avait pas plus de deux
jours, il avait vu un jeune homme embras-
ser la nichon d'une très jolie fille.

(Ce flic pudibond avait pris le
temps de voir, caché probablement derrière
un arbre, que la fille était très jolie, et
sans doute aussi le nichon ! Et il s'était
rimé l'œil avant de dresser contraven-
tion !)

Ainsi on mobilise la police pour surveil-
ler les effusions un peu trop tendres de
quelques amoureux, dans un endroit où il
faut d'ailleurs beaucoup de bonne volonté
— et un œil policier (ou polisson) — pour
les apercevoir. Ne pourrait-on employer
des hommes jeunes et robustes à des be-
soins plus utiles ?

Le plus drôle de l'histoire, c'est que cette
manifestation de la pudeur officielle se pro-
duit juste en face de la provocante nu-
dité de la Laïs de Meusnier, et que, dans
tout le voisinage, de nombreuses déesses
et courtisanes antiques étalent sans aucun
voile et sans pudeur, avec l'autorisation de
la Gent officielle, la magnificence de leurs
nichons et de tout leur corps callipyge ;
tandis que les Apollons et les Hercules
exhibent aux yeux candides des vierges na-
turalistes leur incontestable virilité. Est-ce
moins « immoral », Messieurs de la Pudeur,
que d'apercevoir entre les branches des
arbres l'une de ces vierges — ou demi-vier-
ges ou même pas vierges du tout — laisser
cresser par

